

TROIS ANS DE RÉFORMES À VENIR

Un accord avec le FMI prévoit le renforcement des filets de sécurité sociale face au coût des ajustements structurels international (FMI)

Domingo 09-08-2026

Cet accord comprend des mesures visant à renforcer les filets de sécurité sociale et à éviter que le fardeau de l'ajustement économique ne pèse principalement sur les familles pauvres et les populations les plus vulnérables.

Le document stipule que le gouvernement doit allouer des ressources supplémentaires aux programmes de protection sociale dans le cadre des réformes économiques engagées. L'objectif est de garantir que la réduction du déficit budgétaire et les mesures d'ajustement n'aggravent pas les difficultés économiques des personnes aux revenus les plus faibles.

Le secrétaire de la Commission de la politique financière de la Chambre des députés, José Luis Porcel, a comparé cette proposition à l'ancien Fonds social d'urgence, créé par le décret 211060 pour faire face aux conséquences sociales de la crise économique. Il a expliqué que ce type de mécanisme vise à atténuer l'impact des réformes et à empêcher que les difficultés économiques n'entraînent une augmentation de la pauvreté ou des troubles sociaux.

Le programme propose également d'améliorer la couverture et le ciblage des programmes sociaux, de rendre l'aide publique plus efficace, de réduire le secteur informel et de créer davantage d'emplois.

M. Porcel a expliqué que ces mesures sont d'autant plus cruciales lorsqu'un programme d'ajustement risque d'accroître la pauvreté ou le mécontentement social. Dans ce contexte, il a affirmé que l'objectif est également de préserver les fonds essentiels alloués à la santé et à l'éducation durant une période de contraction économique.

Cet accord s'inscrit dans le cadre d'un programme de 36 mois mené au titre du mécanisme élargi de crédit (MEC) du FMI, pour un montant d'environ 1,9 milliard de dollars américains, destiné à soutenir les réformes économiques impulsées par le gouvernement de Rodrigo Paz.

Selon le FMI, ce financement pourrait également faciliter l'accès de la Bolivie à de nouveaux prêts de la Banque mondiale, de la Banque interaméricaine de développement (BID) et d'autres organisations internationales. L'objectif est de constituer un ensemble de financements d'au moins 5 milliards de dollars américains sur toute la durée du programme.

L'organisation internationale note que la Bolivie est confrontée à plusieurs problèmes cumulés, notamment des déficits budgétaires persistants, une production d'hydrocarbures en baisse, des réserves internationales réduites, une forte inflation et des distorsions sur les marchés des changes et des matières premières. Face à cette situation, le gouvernement a lancé un programme de réformes visant à rétablir la stabilité économique et à assainir les finances publiques, ainsi qu'à modifier le régime monétaire et de change et à renforcer la politique monétaire.

Porcel a souligné que l'un des engagements du gouvernement est d'atteindre un déficit budgétaire nul, en plus de renforcer la gouvernance et l'autonomie opérationnelle de la Banque centrale de Bolivie.

Le programme prévoit également des réformes visant à améliorer le climat des affaires, à réduire les distorsions du marché, à consolider les institutions et à créer des conditions favorables à l'investissement et à la création d'emplois.

Par ailleurs, l'accord comprend des mesures destinées à améliorer la transparence et la responsabilité, à renforcer les mécanismes de marchés publics et à consolider les politiques de lutte contre la corruption.

Dans ce contexte, les filets de sécurité sociale apparaissent comme l'un des éléments visant à atténuer l'impact des réformes économiques et à éviter que le processus d'ajustement n'aggrave la situation des populations les plus vulnérables.